

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 06/10/2022 de l'établissement CASH (MAISON DE NANTERRE) implanté 403 AV DE LA REPUBLIQUE 92000 NANTERRE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Rejets atmosphériques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021 article : 6 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Rejets aqueux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021 article : 10 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Maîtrise des risques technologiques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021 article : 16 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter la prescription concernée tout en transmettant à l'inspection des installations classées, par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé** des suites ou sanctions dans les conditions prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

- nom : Maîtrise des risques technologiques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021 article : 14 – délai : 15 jours à compter de la date de la lettre de suite



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, De l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

Nanterre, le 18/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CASH (MAISON DE NANTERRE)**

403 AVENUE DE LA REPUBLIQUE  
92000 NANTERRE

Références : 31650  
Code AIOT : 0006506309

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement CASH (MAISON DE NANTERRE) implanté 403 AV DE LA REPUBLIQUE 92000 NANTERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASH (MAISON DE NANTERRE)
- 403 AV DE LA REPUBLIQUE 92000 NANTERRE
- Code AIOT : 0006506309
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre d'accueil pour les soins hospitaliers (CASH) de Nanterre exploite une installation de combustion relevant de la rubrique ICPE 2910 sous le régime de l'enregistrement. Il exploite principalement trois chaudières à gaz et deux moteurs.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux ;
- Rejets atmosphériques ;
- Risques incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délai
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délai
11	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Situation administrative	II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;  Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	/	Délai : 15 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9	/	Sans objet
6	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 11	/	Sans objet
7	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 12	/	Sans objet
8	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 13	/	Sans objet
9	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 14	/	Sans objet
10	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	/	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations a relevé 5 non-conformités et formulé 3 demandes de compléments. L'exploitant devra veiller à respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux et transmettre les justificatifs concernant les dispositifs de désenfumage.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvin) et de pression (101,325 kiloPascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour les moteurs. Le débit, la température, la pression, le taux d'oxygène et l'humidité des effluents gazeux sont suivis en continu.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des émissions atmosphériques des trois chaudières du local chaufferie, réalisé par l'APAVE et daté du 13/04/22. Le rapport conclut qu'il n'y a pas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les chaudières n°1 et 3. En revanche, le rapport conclut à un dépassement du paramètre NO <sub>x</sub> pour la chaudière n°2. La concentration mesurée est de 189 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE de 100 mg/Nm <sup>3</sup> . L'exploitant a expliqué à l'inspection que la cause était la défaillance du moteur de recyclage des fumées. Il a été remplacé. Des nouvelles mesures ont été effectuées et la concentration en NO <sub>x</sub> mesurée respecte la VLE. L'inspection demande à l'exploitant de mesurer la concentration en NO <sub>x</sub> de la chaudière n°2 lors de la campagne de mesures des émissions atmosphériques des moteurs programmée au mois de décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il ne stockait pas de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère. Le produit chimique destiné à l'entretien des chaudières est le BWT SH1004. Il est stocké sur rétention et sa fiche de données et de sécurité est disponible à proximité immédiate. Les émissions atmosphériques sont captées à la source et canalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau pour la chaufferie		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau à destination de la chaufferie qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Débit maximal journalier (m³)
Réseau public	Nanterre	7
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées que la consommation d'eau s'élevait à 375 m³ pour l'année 2021. Les relevés sont mensuels. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une surconsommation d'eau est susceptible d'être prélevée à la suite de travaux qui vont avoir lieu dans l'hôpital en 2023 qui vont nécessiter des vidanges de tuyauterie. L'exploitant veillera à informer l'inspection des installations classées en amont.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

## N° 5 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 10	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est autorisée à rejeter ses effluents dans le réseau unitaire départemental d'eaux usées de la rue de Satrouville, via le branchement n°147 189. Les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ci-dessous et une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous :	
Paramètre	VLE
Débit journalier	400 m³/j
Température	30°C
pH	Entre 5,5 et 8,5
Couleur	100 mg Pt/l
MES	600 mg/l
DCO	2000 mg/l
DBO5	800 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l
Azote total Kjeldhal	150 mg/l
Azote global	150 mg/l
Phosphore	50 mg/l
AOX	1 mg/l
Chrome	0,05 mg/l
Cuivre	0,05 mg/l
Nickel	0,05 mg/l
Cadmium	0,05 mg/l
Mercurie	0,02 mg/l
Plomb	0,025 mg/l
Zinc	1 mg/l
Fe + Al	5 mg/l
Substances extractibles à l'hexane	150 mg/l
Détergents (agents de surface anioniques)	10 mg/l
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des eaux résiduelles pour le premier semestre 2022 daté du 22/08/22 (prélèvement réalisé le 25/03/22). Le rapport conclut à un dépassement pour le paramètre Nickel total. La concentration mesurée est de 0,357 mg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) égale à 0,05 mg/L. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place des actions correctives pour respecter la VLE. De plus, l'échantillon n'a pas été prélevé sur une durée de 24 heures. Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que plusieurs polluants qui figurent dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement ne sont pas mesurés. Ce sont les paramètres : indice phénol, substances extractibles à l'hexane, Fer + Aluminium et les agents de surface anioniques (détergents). L'exploitant a indiqué à l'exploitant qu'il avait alerté l'APAVE (mail du 13/07/22) et que les prochaines campagnes de mesures des polluants seront exhaustives. Dans un document daté du 08/09/22, l'APAVE confirme avoir pris en compte la demande de l'exploitant et a formulé une proposition pour les futures prestations de contrôle des rejets aqueux.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale	
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois	

**N° 6 : Maîtrise des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de combustion sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. Par rapport aux bâtiments existants avant la mise en service initiale des installations de combustion, les installations de combustion doivent satisfaire aux distances suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local) : <ul style="list-style-type: none"><li>- 10 mètres des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème, et 4ème catégories, des IGH, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies de grandes circulation ainsi que des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables,</li><li>- 10 mètres des stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. Les appareils ne respectant pas ces distances doivent satisfaire aux dispositions du point 2 de l'Article 12</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les installations de combustion sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables et respectent les distances d'éloignement réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Maîtrise des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1/ Les locaux abritant les installations de combustion présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- matériaux de classe M0 (incombustibles);</li><li>- stabilité au feu de degré 1 heure ;</li><li>- couverture incombustible.</li></ul> 2/ De plus les éléments de construction présenteront les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockage pour lesquels les distances prévues à l'Article. 11 ne peuvent être respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures</li><li>- portes intérieures coupe-feu de degré 30 minutes et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,</li><li>- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 30 minutes au moins. Cette disposition s'applique aux chaufferies et au local cogénération.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les documents justifiant le comportement au feu du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Maîtrise des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un document présentant le fonctionnement de l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie. Il est présent dans les trois locaux, vapeur, chaufferie et cogénération. Les locaux sont équipés en partie haute de deux extracteurs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. En cas d'incendie, ils se déclenchent automatiquement. Le déclenchement peut aussi être manuel depuis l'extérieur du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Maîtrise des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux chaufferies et cogénération disposent de dispositifs jouant le rôle d'évent d'explosion.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un document présentant le fonctionnement de l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie. Il est présent dans les trois locaux, vapeur, chaufferie et cogénération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Maîtrise des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une façade, par une voie-engin ou par une voie échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible d'appoint. Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion des organes de réglage, de commande, de régulation de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'établissement est desservi par une voie-engin qui donne sur un parking où il est possible de stationner des engins d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Maîtrise des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de fioul domestique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détecteur de fuite). Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteur de remplissage. Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion ne sont pas en charge sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il possédait une cuve de fioul de 80 m <sup>3</sup> qui est utilisée en cas de défaillance de l'alimentation en gaz. Elle est constituée d'une double enveloppe. Le dernier contrôle du détecteur de fuite date du 13/02/20. L'alarme est testée tous les ans. Le dernier contrôle d'étanchéité date du 13/02/2022 à la suite d'une réparation de la cuve. Le rapport conclut qu'elle est conforme. Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que le boîtier pour tester l'alarme de détection de fuite n'a pas fonctionné lors de l'appui sur le bouton "test". De plus, le témoin lumineux de couleur rouge de l'alarme était allumé, celui-ci ne devant s'allumer que lorsque l'alarme se déclenche.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 12 : Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité énergétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO <sub>2</sub> ).
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des trois chaudières, daté du 13/04/22. Le rendement est conforme pour les trois chaudières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseaux d'alimentation des combustibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] V. Réseaux d'alimentation en combustible : Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. [...]. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les dispositifs de coupure du local de la chaufferie de production d'eau chaude et du local vapeur sont situés dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances et à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il comporte une indication du sens de la manœuvre ou de repérage des positions ouverte et fermée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ; Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> [...] Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ; [...] L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les résultats de l'audit des rubriques ICPE de son installation qu'il a mentionné dans son dossier d'enregistrement et qu'il a rappelé lors de l'inspection. Si les conclusions de l'audit montrent que l'établissement relève de nouvelles rubriques ICPE alors l'exploitant devra entreprendre, sans délai, une démarche de régularisation administrative auprès de la préfecture, soit par une télédéclaration, soit par le dépôt d'un nouveau dossier d'enregistrement ou d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Délai :</b> 15 jours